



LE "METIS."

Joué, 10 Octobre, 1878.

SIR JOHN A. MACDONALD.

On assure que M. McKenzie a résigné hier et que Lord Dufferin a dû en même temps appeler Sir John à former la nouvelle administration. Nous avons indiqué jeudi dernier quelques unes des causes qui ont amené la chute du parti libéral, ainsi que la signification du retour des conservateurs au pouvoir. Nous nous demanderons aujourd'hui ce que gagneront probablement Manitoba et le Nord-Ouest à ce changement de Ministère.

Nous y gagnerons d'abord d'être délivrés de M. Mills, et le gain est énorme. Ce que cet homme aurait fait de mal au Nord-Ouest est incalculable, s'il fût resté encore cinq ans au Département de l'Intérieur.

Son bill de l'organisation des Territoires, son projet de municipaliser les Islandais et Keewatin, ses tentatives de régler les questions de terres dans Manitoba, quelques unes de ses nominations, son fameux voyage de 1877, sa dernière infamie à l'endroit des réserves de la société de Colonisation de Manitoba, seront autant de monuments de l'incapacité verbeuse et tracassière ainsi que du fanatisme étroit de cet homme. Il est tombé : puisse-t-il ne jamais se relever !

Ça été le malheur et le grand défaut de M. McKenzie de ne pas avoir su s'entourer d'hommes vraiment capables. Il a eu quelque fois des collègues de mérite ; il n'a su ni les apprécier, ni les garder. Leur individualité lui faisait peur, et il s'en débarrassait. D'ici vient que son administration n'a été signalée par aucun de ces actes politiques qui accusent la main du maître, et font en un instant franchir dix ans de progrès à un pays. Son règne a été celui de politiciens besogneux, très-embarrassés de leur purisme d'hier et de leurs convoitises d'aujourd'hui, mettant le salut de l'Etat à se rendre assidue à leurs bureaux, et passant leur vie à découvrir les faiblesses ou les scandales de leurs adversaires politiques.

Une question nouvelle venait de faire son entrée dans le domaine politique au moment même où M. McKenzie montait au pouvoir porté par un scandale ; cette question était celle du Nord-Ouest. Un véritable homme d'Etat eût laissé de côté les sentiers battus des querelles de partis pour inaugurer une politique de progrès et d'avenir national en organisant les territoires, en prévoyant leur développement graduel en districts, puis en colonies avec un gouvernement propre puis enfin en provinces régulières. Il eût mis toutes les forces vives du pouvoir à construire sur le champ des chemins de fer et à jeter par milliers les immigrants sur ces plaines dont la fertilité étonne toujours. Il eût agrandi Manitoba jusqu'au lac Supérieur et donné au Nord-Ouest et aux nouvelles provinces la Baie des Tonnerres comme port de mer ; il se fut montré large et généreux envers les pauvres petites réclamations de terres de nos métis, au lieu de leur disputer avec acharnement quelques maigres arpents ; il eût pourvu par une législation libérale et sage à la protection de tous les

droits, au respect de la vie, de l'honneur et de la propriété de chaque immigrant ; et aujourd'hui le Canada, surpris et charmé de cet empire naissant dans l'ouest, n'eût jamais songé à chasser ignominieusement M. McKenzie et ses libéraux des temples révévés du pouvoir.

Le secret de la grandeur et de la prospérité de notre pays est dans la colonisation de nos immenses territoires incultes et dans l'exploitation des magnifiques ressources dont la Providence, dans ses desseins impénétrables, s'est plu à doter le Canada. Protection à l'industrie nationale d'un côté ; de l'autre, peuplons à tout prix nos vallées si fertiles, nos forêts si riches, nos prairies de l'Ouest si incomparables et si grandes. Il sera toujours temps, quand cela sera fait, d'abolir les bureaux de donane et de proclamer les fallacieuses théories de libre-échange.

Qu'a fait M. McKenzie durant son administration ? S'est-il occupé d'autre chose que de questions personnelles, que de contrats à donner pour les grandes entreprises faites par ses devanciers, que de gens à démettre et de gens à placer ? Il nous a donné Mills pour résoudre l'énorme question de nouvelles provinces à organiser et à pacifier, après avoir essayé de M. Laird ; on sait aujourd'hui ce qu'a été M. Mills, le règne de l'incapacité et du fanatisme religieux et national.

Donc Manitoba et le Nord-Ouest ont déjà gagné beaucoup à ce gigantesque coup de pied électoral du 17 septembre. Quelle sera la politique du nouveau Cabinet ? nous ne savons rien de précis, mais ce dont nous sommes certains c'est que des hommes plus instruits, plus capables, plus expérimentés, plus larges d'idées vont succéder aux nains du parti libéral ou réformiste, et qu'entre leurs mains la législation, les finances, l'industrie, l'ordre social, et le Nord-Ouest trouveront des maîtres habiles, de véritables hommes d'Etat. Voilà ce que nous gagnerons, et l'avenir dira si nous nous sommes trompés.

L'ELECTION DE SELKIRK.

L'Ottawa Citizen apprécie le résultat de l'élection de Selkirk, et se montre très-injuste envers les membres du gouvernement local qui n'ont pas favorisé la candidature de l'Hon. M. Morris. Et d'abord, le gouvernement local a déclaré de suite sa neutralité, laissant ses membres et ses employés libres d'aller où leur opinion les porterait ; la principale raison de cette neutralité, croyons-nous, que l'Hon. M. Davis comptait des amis et des partisans dévoués dans les deux camps.

Si le Citizen ou son correspondant a voulu désigner plus particulièrement tel ou tel ministre, son devoir est de nommer ce personnage afin de lui fournir l'occasion de se défendre.

Notre opinion bien arrêtée est que les gouvernements locaux ne doivent à aucun prix être ou les serviteurs ou les satellites du gouvernement fédéral. L'histoire si déplorable des derniers événements dans Québec prouve la justesse de cette théorie qui a toujours été la nôtre, et que nous ne repudions pas aujourd'hui, bien que nos amis soient au pouvoir.

Nous le répétons, l'Ottawa Citizen doit à la simple justice de désigner celui des membres du gouvernement de Manitoba dont il a voulu plus particulièrement parler.

LA QUESTION FRONTIÈRES DU NORD-OUEST.

Nous continuons aujourd'hui la reproduction des articles du N-Monde, de Montréal, sur la question si vitale des frontières entre le Nord-Ouest et Ontario :

"Pendant la session de 1875, lorsque le cabinet MacKenzie a organisé un nouveau gouvernement pour administrer le territoire du Nord-Ouest maintenant appelé Kiwatin la question de la frontière d'Ontario vint naturellement sur le tapis. Le cabinet MacKenzie venait de nommer la commission arbitrale chargée de prononcer sur la question. Pourquoi a-t-il attendu jusqu'à récemment pour faire procéder celle-ci ? Les raisons politiques s'expliquent : on voulait se servir de la décision espérée en faveur d'Ontario pour flatter l'orgueil et l'ambition de cette province à la veille des élections, la seule dans laquelle le parti soi-disant réformiste entretenne quelque lueur d'espérance de triomphe.

"Mais tous les hommes politiques d'Ontario ne poussent pas l'aveuglement et le partialité pour leur province jusqu'à entreprendre de briser l'équilibre de la confédération pour la flatter. A preuve le discours que Sir John A. Macdonald prononça à ce sujet dans la chambre des communes, à la séance du 13 mars 1875. Nous citons le rapport officiel du Hansard :

"La confédération a acheté tout le territoire du Nord-Ouest, et il appartient au Canada... Il espère que le jugement des arbitres, quel qu'il puisse être, ne sera pas final mais qu'il sera sujet à la ratification du gouvernement et sera soumis au parlement."

Cette politique n'est-elle pas plus raisonnable, plus juste que celle que l'Hon. M. McKenzie et ses collègues veulent imposer ?

"Tout le pays ajouta sir John Macdonald, situé à l'ouest du lac Supérieur et à l'est du Manitoba, est considéré comme faisant partie du Nord-Ouest.

Au cours de la même discussion, un autre membre de l'ex-gouvernement conservateur, l'Hon. M. P. Mitchell, dit :

"L'ancien gouvernement (conservateur) a toujours reconnu que la ligne de la frontière ouest d'Ontario était deux milles à l'est du Fort William. Pendant l'existence du gouvernement d'Ontario, dont l'Hon. premier ministre actuel, (M. MacKenzie) était un des membres, celui-ci ont réclamé et exercé la juridiction sur un district à l'ouest du Fort William. Comme représentant d'une province plus petite, il craint qu'Ontario ne possède déjà trop de pouvoir, et que son grand pouvoir ne puisse agir au détriment des petites provinces, qui ont des droits égaux avec Ontario dans les territoires du Nord-Ouest... Il suggère au gouvernement qu'il est désirable, lorsqu'il donnera ses instructions aux commissaires, de les avoir clairement définies, et que la conclusion où en arriveront les commissaires ne soit pas finale, mais sujette à l'approbation du parlement de la confédération."

"Lorsque nous avons dit l'autre jour, que la question devra devenir devant le parlement fédéral, le Herald de Montréal, faisant toujours passer l'intérêt de son parti avant l'intérêt du pays en général et de la province de Québec en particulier a traité notre prétention d'absurde. Mais les citations que nous venons de publier, lui apprendront que nous

ne serons pas seuls à demander au prochain parlement de s'occuper de cette question et d'en assurer le règlement final d'une manière plus raisonnable et plus satisfaisante pour tous les intéressés sans exception."—Nouveau Monde.

UN COMPATRIOTE.

Nous lisons dans L'Union de Los Angeles, Californie :

M. R. Nadeau a terminé, cette semaine, la moisson et le battage de ses neuf mille acres d'orge, et aujourd'hui près de 100.000 sacs d'orge sont dans les magasins généraux de M. Ed. Naud. Sous le rapport de la qualité comme de la quantité, l'orge ne laisse rien à désirer, et le succès de cette entreprise colossale est complet à tous égards, grâce à l'énergie et à l'activité bien connues de M. Nadeau. Dans cette entreprise agricole la plus importante qui ait été essayée jusqu'à présent aux Etats-Unis par un homme seul, M. Nadeau a grandi encore sa réputation de premier ordre qu'il a gagnée en créant la compagnie de roulage de Cerro Gordo, qui possède aujourd'hui sept cents mules toutes employées au transport des minerais d'argent de la mine de Cerro Gordo à Mojave. Ce n'était pas chose facile que d'organiser des transports de cette importance au milieu du désert sur un parcours qui primitivement était de 250 milles. Plusieurs déjà avaient essayé et avait dû abandonner l'entreprise. La plus grande difficulté était d'assurer de l'eau, des vivres et une station à de nombreux relais dans un pays aride et desséché. M. Nadeau vint et il créa onze stations qui sont comme des oasis au milieu du désert. Hommes et animaux y trouvent le confortable chaque soir après leur rude course de la journée. A partir de cet instant, le service du transport put s'exécuter avec une sécurité et une régularité qui sont devenues proverbiales. Chacune des stations revient à \$10,000 ; à ces qualités exceptionnelles d'entrepreneur, M. Nadeau joint une probité à toute épreuve qui font de lui un des hommes les plus remarquables et les plus utiles de notre comté.

Lundi, le 23 Septembre dernier, l'Hon. Marc Amable Girard, Sénateur de St. Boniface, conduisant à l'autel à Montréal, Marie-Aurèle de la Mothe (Dame veuve A. Versailles) fille de Mous, le chancelier A. N. de la Mothe, de Montréal.

La bénédiction nuptiale fut donnée par Sa Grandeur Monseigneur Fabre évêque de Montréal.

Les nouveaux époux se sont embarqués le même jour pour Manitoba, et sont arrivés à St. Boniface, samedi, le 5 courant.

Nouvelles Canadiennes.

Lord Dufferin doit s'embarquer le 12 courant pour l'Angleterre.

Le Marquis de Lorne, nouveau Gouverneur Général du Canada, est déjà en route pour Ottawa.

Les amis de l'Hon. M. McKenzie se proposent de faire une souscription pour lui présenter une bourse de \$50,000.

Le dépouillement du scrutin de l'élection de Jacques Cartier, devant un juge, a réduit la majorité de l'Hon. M. Laflamme à sept voix.

L'Hon. M. Bachand, Trésorier Provincial de Québec était, aux dernières nouvelles, considéré à l'extrême.

Une dépêche de Londres, dit que le marquis de Lorne vient d'être nommé Chevalier Grande Croix de l'Ordre de St. Michel et St. Georges.

Inauguration.—L'inauguration des cours de la Faculté de Droit de l'Université Laval, à Montréal a eu lieu mardi, le 1er octobre courant au Cabinet de Lecture Paroissial, à 8 heures P. M. précises.

M. John Stewart, avocat d'Ottawa était en voiture avec M. B. French, à Hull, lorsque le cheval qui le menait, eut peur et entra en bas d'un pont sur lequel il passait en ce moment. M. Stewart fut tué instantanément dans cette chute d'une vingtaine de pieds, M. French fut quitte pour quelques contusions sans gravité.

Une dépêche d'Ottawa de mardi, annonçant que le ministère McKenzie devait résigner ce jour-là et que Sir John McDonald était en route pour la capitale.

Le nombre de vaisseaux entrés dans le port de Québec depuis l'ouverture de la navigation est de 592 ; le nombre des départs est de 514, laissant 78 dans le port de Québec et les ports environnants. Depuis l'ouverture de la navigation, la douane de Québec a accordé 166 licences de navires pour le trafic intérieur. Depuis la même époque, 3,433 goélette et bateaux à vapeur, venant des ports d'en bas et des paroisses environnantes sont entrés à Québec. Cela constitue une augmentation de 121 sur l'année dernière.

NOUVELLES LOCALES.

—Les jours raccourcissent

—Les neiges commencent à devenir fraîches.

—Un club de raquettes vient d'être organisé à Winnipeg.

—Il est tombé un pouce de neige à Prince Arthur's Landing, dans les derniers jours de Septembre.

—Un certain nombre de journalistes sont partis pour aller travailler au chemin de fer, à Emerson.

—Un certain nombre d'immigrants sont partis hier et mardi pour la Petite Saskatchewan.

—Les chars viennent maintenant jusqu'à une quinzaine de milles de Pembina.

—Les oies sauvages commencent leur migration vers les régions méridionales.

—Le Révérend Père Lacombe est revenu ces jours derniers de son voyage au lac Qu'Appelle.

—L'exposition du comté de Provencher aura lieu à St. Norbert mercredi prochain.

—L'exposition provinciale ouverte hier matin, doit se terminer ce soir. Il y a au delà de 90 entrées.

—Mgr. l'Archevêque est revenu mardi du Lac Manitoba. Sa Grâce doit partir samedi pour aller donner la confirmation à Lorette.

—La prison de Winnipeg est remplie. Il y a 23 prisonniers, et l'érou du prochain terme est très chargé.

—Les assises criminelles de la Cour du Banc de la Reine, qui commenceront mardi seront présidées par Son Honneur le juge McKeagney.



BUREAU DU GOUVERNEMENT.

Winnipeg, 25 Juin, 1878.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de faire les nominations suivantes :

Pour être grands-jurés en conformité de la 40ème Vict. Cap. 8 des Statuts de Manitoba :

Pour le district de Baie St. Paul Est.

Joseph Jobin, Gentilhomme, vice Daniel Muloney, resignataire.

Pour cette partie de l'arrondissement scolaire de Morgan s'étendant de la limite ouest du lot de Wm. Burn dans la paroisse de Headingly, jusqu'à la limite ouest du lot de Charles Steward dans la paroisse de St. François Xavier, du côté nord de la Rivière Assiniboine.

Roderick McKenzie, Gentilhomme Pour être juge de paix pour le comté de Marquette Ouest.

James Armon, de High Bluff, Ecuyer.

BUREAU DU GOUVERNEMENT.

Winnipeg, 15 Août, 1878.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de faire les nominations suivantes :

Pour être Constables pour le comté de Selkirk :

J. B. Joyal et Amedée Bissonnette, de St. Boniface, Ecuyer.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur d'accepter la résignation de Joseph Lemay, Ecuyer, de St. Norbert, comme Deputé Registrateur pour le Comté de Provencher.

PROCLAMATION.

CANADA—PROVINCE DE MANITOBA.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

[L. S.]

JOSEPH CAUCHON,

Lieut.-Gouverneur.

A nos fidèles et bien aimés les Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre Province de Manitoba, sommes et appelés à une Assemblée de la Législature de notre Province de Manitoba, en Notre Ville de Winnipeg, qui de vait se tenir et avoir lieu le cinquième jour du mois de Juin et à chacun de vous.

SALUT.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Manitoba se trouve convoquée pour le cinquième jour du mois de Juin au quel temps vous êtes et tenez et il vous était en droit d'être présents.

Soyez maintenant que pour diverses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de nos bien-aimés sujets, nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre Province de Manitoba, de vous exempter et chacun de vous, d'être présents, au temps susdit, vous convoquant et par les présentes vous enjoignant à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Ville de Winnipeg, Mercredi le septième jour du mois de Septembre prochain, pour y prendre en considération l'état et le bien-être de notre dite Province et y faire ce qui pourra sembler nécessaire, ce à quoi vous ne devez manquer.

En Foi de quoi, Nous avons fait rendre nos présentes lettres patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Manitoba. Témoins Notre Fidèle et Bien Aimé l'Honorable Joseph Cauchon, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Manitoba, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, etc., etc., En Notre Hôtel du Gouvernement à Fort-Garry, le vingt-huitième jour de mai dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-quatre et de Notre Règne la Quatrième centième.

Par ordre,

JOSEPH ROYAL,

Secrétaire Provincial.

(Circulaire)

RUE DOWNING.

4 Juin 1878.

Monsieur,

A la prière du Gouvernement de New South Wales, j'ai l'honneur de vous transmettre pour l'information de votre Gouvernement, copie de prospectus d'une exposition internationale, qu'on se propose de tenir à Sydney dans le mois d'Août, 1879, avec la sanction du Gouvernement Colonial.

Je vous prie de faire en sorte que les informations contenues dans ce document soient connues autant que possible dans la Colonie sous votre Gouvernement.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très obt. et hum. serviteur.

M. G. HICKS BEACH.

L'Officier administrant le }
Gouvernement du Canada. }

AVIS.

Avis est par le présent donné que ceux qui désiraient des informations détaillées en rapport avec la circulaire ci-dessus, pourront les avoir en s'adressant au sousigné aux Bureaux du Gouvernement.

JOSEPH ROYAL,

Secrétaire Provincial.

(Circulaire)

RUE DOWNING.

30 Mai 1878.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre pour être publiée dans la Colonie sous votre Gouvernement, copie d'un Traité entre Sa Majesté, et le Président de la République Française, pour la reddition mutuelle des criminels fugitifs, ainsi que copie de l'ordre en Conseil du 16 courant pour mettre ce traité à effet.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur.

M. E. HICKS BEACH.

L'Officier administrant le }
Gouvernement du Canada. }

RUE DOWNING.

29 Mai 1878.

Monsieur, J'ai l'honneur en rapport la dépêche circulaire de mon précesseur du 2 Mars dernier, de vous transmettre pour publication dans la Colonie sous votre Gouvernement une copie d'un avis qui a été publié dans la Gazette de Londres concernant le Traité Commercial entre ce pays et l'île de Sandwich.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très obéissant et humble serv.

M. E. HICKS BEACH.

L'Officier administrant le }
Gouvernement du Canada. }

AVIS.

Avis est par le présent donné que ceux qui désirent des informations détaillées en rapport avec les dépêches circulaires ci-dessus peuvent les avoir en s'adressant au sousigné aux Bureaux du Gouvernement.

JOSEPH ROYAL,

Secrétaire Provincial.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur d'enlever des lettres patentes organisant la municipalité du Township de Rockwood, en conformité du chap. 31, 38 Vict. des Statuts de cette Province, par un ordre en conseil date du dix-septième jour d'Avril dernier.

JOSEPH ROYAL,

Sec. Provincial et Proc. Général.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné que le gouvernement provincial a l'intention d'ouvrir un chemin public de l'établissement de Springfield jusqu'au grand chemin dans la paroisse de Kildonan du côté Est de la Rivière Rouge. Le dit chemin sera dans le voisinage et parallèle aux lots 57 et 58 dans la dite paroisse de Kildonan.

JOHN NORQUAY,

Ministre des Travaux Publics.

Winnipeg, 15 Juin, 1878.

Tarif des taux de péage qui seront collectés sur la traverse de la rivière rouge entre Winnipeg et St. Boni-

face ouest, avec les règlements, pénalités, etc., en vertu de la 4ème Victoria, Cap. 22 des statuts de Manitoba.

Le tarif des taux de péage et les règlements ci-dessous sont adoptés quant aux Traverses de la Rivière Rouge entre Winnipeg et St. Boniface Est.

1. Le tarif des prix de passage, payable d'avance, est comme suit, savoir :

Piéton, aller et retour.....	5 cts
" " " seul passage.....	3 "
Cavalier avec mule ou un cheval, un passage.....	10 "
Animaux libres, sauf les moutons, cochons et poulains de l'année suivant la mère.....	8 "
Moutons et cochons, par tête.....	3 "
Charette tirée par un seul animal, aller.....	12 1/2 "
Charette tirée par deux animaux.....	15 "
Buggy ou wagon, quatre roues, un seul animal.....	15 "
Wagon, ou quatre roues, tiré par deux animaux.....	25 "
Carrosse.....	25 "
Wagon, carrosse ou quatre roues, tiré par plus de deux animaux.....	50 "
Piéton traversant la nuit entre (9) heures du soir et (6) heures du matin, un passage.....	10 "

Dans toute autre cas on pourra exiger double du prix du passage ordinaire.

2. Il est défendu au Traversier d'exiger quoique ce soit pour le contenu des voitures, que la charge consiste en personnes ou en marchandises.

EXEMPTIONS.

3. Ne paieront pas de passage les personnes et les effets suivants :

Les membres du clergé et les sœurs de la charité; 2o. Le Lt.-gouverneur et son aide de camp, les membres du Gouvernement; tous les employés du gouvernement provincial en course de service; 3o. Les troupes de Sa Majesté en marche, des partis de tir exceptés; 4o. Les enterrements et tout ce qui en fait partie. Le traversier sera tenu de traverser les personnes énumérées ci-dessus sans exiger aucune rémunération, que ces personnes soient à pied, en voiture ou à cheval.

4o. (1) Le bateau-traversier commencera ses traverses à six heures du matin chaque jour et continuera jusqu'à neuf heures du soir.—Il ne restera pas plus de dix (10) minutes à la fois d'un côté ou de l'autre de la rivière, de façon à ce qu'il y ait une traversée tous les quinze minutes, et quatre traverses par heure, excepté les jours de dimanche, durant la messe. Mais le traversier devra alors tenir son petit bateau à la disposition des piétons qui voudront traverser durant ce temps.

(2) Le traversier sera tenu d'avoir toujours en aucun temps un esquif, attache au bateau-traversier prêt à toute éventualité.

(3) Lorsque le bac, pour une cause exceptionnelle et inévitable, sera forcément retenu sur un des côtés de la rivière, plus que le temps prescrit le traversier devra sans délai traverser les piétons qui le désireront.

(4) (1) La nuit, entre neuf (9) heures du soir et six heures du matin, le traversier devra toujours avoir une chaloupe ou bateau pour traverser les piétons.

5o. Les bateaux ainsi que les abord et côtes de la traverse devront toujours et en tout temps être tenus en bon ordre et à la disposition du public.

6o La traverse commencera lorsqu'il y aura possibilité et continuera à se faire depuis le 1er Mai jusqu'au premier jour de Novembre. Si elle commence plus tôt et se termine plus tard selon la saison le traversier pourra alors collecter deux fois le taux de péage ordinaire.

7o Quand avant le premier jour de Mai et après le premier jour de Novembre, il devient dangereux pour le public de traverser sur aucune des rivières pour quelque cause que ce soit, le traversier quand il en sera requis devra prêter assistance à toute personne traversant à pied; et tel traversier pourra exiger un taux de péage

extra de 10 centins pour aller. Mais le traversier ne sera pas obligé d'assister aucune personne comme susdit avant six heures du matin et plus tard que sept heures P.M. dans le printemps et avant sept heures du matin et après cinq heures P.M. à l'automne. Les privilèges du traversier quant aux limites de sa traverse en haut et en bas sont et resteront telles que mentionnées dans sa licence.

8. La présente Cédule sera affichée dans les deux langues en tout temps dans des endroits apparents des bateaux traversiers.

9 " Sur le rapport du Ministre agissant comme Ministre des Travaux Publics le Conseil recommande que les règlements touchant les traverses licenciées entre Winnipeg et St. Boniface Est, et St. Boniface Ouest fassent partie de la licence en chaque cas, et que les traversiers soient respectivement passibles d'une amende n'excedant pas *Vingt piastres* pour toute infraction des termes et conventions énumérées dans chaque Licence." le traversier pourra exiger double prix durant le service de nuit.

SUR LA RIVIERE ASSINIBOINE ENTRE LE FORT GARRY ET ST. BONIFACE OUEST.

6. Le tarif des taux de péage sur l'Assiniboine, payable d'avance, est comme suit, savoir :

Piétons, aller et retour.....	4 cts.
Piétons, un seul passage.....	2 "
Cavalier avec mule ou cheval, un passage.....	5 "
Animaux libres, sauf les moutons, cochons, poulains de l'année suivant la mère.....	5 "
Moutons et cochons, par tête.....	1 "
Charette tirée par un seul animal.....	10 "
Charette tirée par deux animaux.....	15 "
Buggy ou wagon, quatre roues, un seul animal.....	15 "
Wagon, ou quatre roues, tiré par deux animaux.....	20 "
Carrosse.....	20 "
Wagon, carrosse ou quatre roues, tiré par plus de deux animaux.....	50 "
Piétons traversant la nuit entre dix heures et demie du soir et cinq heures et demie du matin, un passage.....	5 "

Dans tous les cas, le traversier pourra exiger double prix durant le service de nuit.

7 Il est défendu au Traversier d'exiger quoique ce soit pour le contenu des voitures, que la charge consiste en personnes ou en marchandises.

EXEMPTIONS.

8. Les Membres du Clergé et les Sœurs de la Charité; 2o. Le Lieutenant-Gouverneur et l'Aide de Camp de Son Honneur; Les membres du Gouvernement; tous les employés du gouvernement provincial en course de service; le Surintendant des Travaux Publics; le Sheriff; les messagers du gouvernement et les constables en course de service; 3o. Les troupes de Sa Majesté en marche, des partis de tir exceptés; 4o. Les enterrements et tout ce qui en fait partie. Le traversier sera tenu de traverser les personnes énumérées ci-dessus sans exiger aucune rémunération.

4. Lorsque le bac, pour une cause exceptionnelle et inévitable, sera forcément retenu sur un des côtés de la rivière, plus que le temps prescrit, le traversier devra sans délai traverser les piétons qui le désirent.

5. La nuit, entre neuf (9) heures du soir et six heures du matin le traversier devra toujours avoir une chaloupe ou bateau pour traverser les piétons.

6. Les bateaux ainsi que les abord et côtes de la traverses devront toujours et en tout temps être tenus en bon ordre et à la disposition du public.

7. La traverse commencera lorsqu'il y aura possibilité et continuera à se faire depuis le premier de Mai jusqu'au premier jour de Novembre. Si elle continue plus tôt et se termine plus tard selon la saison le traversier pourra alors collecter deux fois le taux de péage ordinaire.

8. Quand avant le premier jour de Mai et après le premier jour de

Novembre, il devient dangereux pour le public de traverser sur aucune des rivières pour quelque cause que ce soit, le traversier quand il en sera requis devra prêter assistance à toute personne traversant à pied et tel traversier pourra exiger un taux de péage extra de 10 centins pour aller. Mais le traversier ne sera pas obligé d'assister aucune personne comme susdit avant six heures du matin et plus tard que sept heures P.M. dans le printemps et avant sept heures du matin et après cinq heures P.M. à l'automne. Les privilèges du traversier quant aux limites de sa traverse en haut et en bas sont et resteront telles que mentionnées dans sa licence.

9. La présente cédule sera affichée dans les deux langues en tout temps dans des endroits apparents des traversiers et à la traverse de chaque côté de la rivière.

10. " Sur le rapport du Ministre agissant comme Ministre des Travaux Publics le Conseil recommande que les règlements touchant les traverses licenciées entre Winnipeg, St. Boniface Est et St. Boniface Ouest fassent partie de la licence en chaque cas, et que les traversiers soient respectivement passibles d'une amende n'excedant pas *Vingt piastres* pour toute infraction des termes et conventions énumérées dans chaque Licence."

PENALITÉS

En vertu des dispositions de l'acte plus haut cité, des amendes et des pénalités pour violation d'aucuns des règlements en conformité du dit acte, seront établies comme suit :

1o. Toute personne se servant d'un langage obscène ou étant desobéissant, ou ivre sur aucun des bateaux traversiers encourra une amende n'excedant pas cinq piastres pour chaque offense.

2o. Toute personne traversant par la force, sur un bateau traversier sans payer le prix exigé, ou eludant autrement le paiement du dit prix, encourra une amende n'excedant pas cinq piastres pour chaque offense.

3o. Toute personne interrompant volontairement et malicieusement le service des traverses publiques, encourra, pour chaque offense, une amende n'excedant pas cent piastres (\$100.00).

4o. Tout traversier coupable d'avoir violé aucun des règlements établis et ceux qui pourraient être établis ou ne remplissant pas les termes et conditions de sa licence encourra pour chaque offense une amende n'excedant pas vingt piastres.

5o. Il sera permis au Lieutenant-Gouverneur en Conseil en, donnant trois mois d'avis au traversier en faute d'amender et de révoquer la licence pour toute traversée si les conditions d'elle ne sont pas remplies, ou si telle licence a été obtenue par fraude ou sous de fausses représentations ou par erreur.

Pour copie conforme.

AIME GELINAS,

Greffier du Conseil Exécutif.

ABONNEZ-VOUS AU JOURNAL "LE METIS." Le seul Organe Français publié dans le Nord-Ouest. Le prix de l'abonnement est de \$2 50 par Année, PAYABLE D'AVANCE. Tous ceux qui désirent le recevoir y ont droit bien s'adresser à C. S. MOULDER, Gérant.